

★ **PROTECT**our**FUTURE**.eu

PROTÉGER LES GENS ET PAS LE SYSTÈME

## **La crise du Coronavirus**

### **et les conséquences pour les politiques européennes**

Parti de la Gauche Européenne (PGE)

Square de Meeûs, 25

1000 Bruxelles

info@european-left.org

T. +32 (0)2 50 22 606/616

F. +32 (0)2 50 20 173

<http://www.european-left.org/>

Crédits :

Riccardo Parreggiani 4, 6, 11

Andrea Barcaccia 10, 12

Juillet 2020

*Avec le soutien financier du Parlement Européen*

## PREAMBULE

***La crise sanitaire à laquelle le monde est confronté révèle une crise structurelle qui existait déjà et que le Parti de la Gauche Européenne (PGE) n'a cessé d'exposer. Le PGE s'est chargé de proposer un modèle alternatif pour cette Europe suite à la propagation du Covid-19. Pour cela, une plateforme a été créée et nous travaillons très activement pour la développer, en nous concentrant non seulement sur les solutions à la crise actuelle, mais également, à plus long terme, pour une transformation publique, sociale et écologique de l'économie. Il est important de repenser le rôle des institutions européennes et mondiales, d'assurer des investissements allant dans le sens d'un Nouveau pacte social et vert ("Social Green New Deal"), de protéger les travailleurs.euses : pour un avenir centré sur les besoins humains et pas seulement sur le profit.***

La situation provoquée par la pandémie du COVID-19 bouleverse l'humanité tout entière. Presque tous les pays ont pris des mesures drastiques pour éviter la contraction et contenir la pandémie. Tous les efforts possibles doivent, en effet, être consentis pour protéger la population. De telles mesures requièrent une coordination. Mais une coordination européenne efficace par ses institutions est toujours absente de même qu'une réponse globale. De cette façon, les pays les plus touchés sont laissés à eux-mêmes. Le risque est donc que le Pacte de Stabilité limite la solidarité entre les pays face à la crise économique en menant à la dichotomie entre les pays privilégiés et les pays déjà touchés par l'austérité dans le passé.

La propagation du virus COVID-19 a également des conséquences significatives pour l'économie : Il donne un coup d'accélérateur à la crise de la mondialisation néolibérale en tant que modèle hégémonique de société et, de ce fait, au processus de restructuration du capitalisme.

La pandémie de coronavirus constitue la preuve manifeste de l'échec du modèle économique et social néolibéral dominant. En raison de la politique d'austérité néolibérale menée au travers de la privatisation des services publics, les systèmes de soins de santé ne sont pas en mesure de répondre aux besoins publics pendant une pandémie.

Le Parti de la gauche européenne (PGE) exige des mesures immédiates pour lutter contre les conséquences de la crise et un changement radical de politique, ouvrant une nouvelle voie pour le développement de la société, plaçant le peuple en son centre.

Certaines mesures au niveau national pour protéger les personnes les plus vulnérables, comme en Espagne, vont dans le bon sens, mais des activités globales concernant cinq pôles sont nécessaires. Avant tout, tout doit être fait pour protéger la population. Une transformation publique, sociale et écologique de l'économie est urgente. Les institutions et les droits démocratiques ne doivent pas être remis en cause par les mesures prises pour lutter contre la crise: au contraire, en ces temps difficiles, la démocratie et les droits civils doivent être défendus et élargis. Il n'y a pas d'autre réponse que la solidarité internationale face à la dimension mondiale de la crise: c'est le moment pour une nouvelle initiative de désarmement et une politique de détente.

## ***Relance économique et transformation sociale et écologique***

**Comme mesure immédiate, nous avons besoin de plus d'investissements dans les services publics.**

D'emblée, il faut en finir avec les politiques d'austérité en abandonnant l'ensemble du pacte de stabilité et de croissance. L'Europe doit abandonner cet instrument, qui a été utilisé pour imposer l'austérité aux dépenses publiques, sapant en conséquence les soins de santé et les autres services publics au détriment de la population qui, de ce fait, souffre aujourd'hui de la crise du coronavirus.

La Banque centrale européenne (BCE) devrait être l'instrument pour garantir les énormes ressources nécessaires pour faire face à l'immense urgence sociale, économique et médicale actuelle. **L'argent de la BCE devrait être utilisé pour aider les populations à sortir de l'urgence médicale et pour lutter contre les conséquences de la crise, et non pour maintenir le taux de rendement du capital.** La BCE doit assumer sa responsabilité de développement de l'économie et prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la spéculation financière. **Il s'agit d'une condition préalable pour garantir la coordination des actions nationales et la mise en place d'un solide système de solidarité pour faire face à la crise du coronavirus.** La BCE et les banques nationales devraient être utilisées pour augmenter les dépenses de services sociaux et de protection de la population.

Par ailleurs, la BCE doit financer un plan d'investissement européen, capable de dynamiser l'emploi et de garantir une évolution du modèle environnemental et social de production et de l'économie. **Nous avons besoin d'un programme de reconstruction des capacités productives comprenant la relocalisation des industries stratégiques. Nous exigeons un Fonds européen de relance, financé par des obligations émises par le Fonds lui-même ou par la Banque européenne d'investissement et acquises par la BCE.** Dans le même temps, le mécanisme européen de stabilité (MES), qui représente une manière inutile et nuisible d'intervention dans les budgets publics des différents pays européens, devrait être aboli.

La Cour Constitutionnelle allemande a remis en question les compétences de la BCE et de la Cour de justice de l'Union européenne et ignore les exigences économiques dont nous avons besoin pour le développement européen. Sa décision ne représente pour nous que le revers de l'austérité et du projet néolibéral. Elle a pour fonction de décourager et d'éviter les actions de solidarité et de saper la voie vers tout projet d'Europe sociale.

**Nous proposons un moratoire général sur les dettes publiques. Par ailleurs, nous proposons une conférence européenne sur les dettes publiques, et une discussion ouverte sur les critères de classification de la dette.**

Cette crise du COVID-19 montre que le marché ne répond pas du tout aux besoins des citoyens. Il n'est même pas en mesure d'assurer le minimum nécessaire à la vie. Nous voulons une relance du rôle public, perdu pendant la période de privatisation, dans tous les secteurs: le système de crédit, les productions stratégiques, le système de recherche et les services. Nous avons besoin d'un modèle économique axé sur le bien-être public, et l'immense accumulation de capital par quelques-uns doit être stoppée. *Pour le plus grand nombre, pas seulement pour quelques-uns! (« For the many, not just for the few! »).*

**Le financement de l'augmentation des dépenses sociales et l'investissement dans la transformation de l'industrie nécessitent une politique de justice fiscale: nous exigeons un nouveau modèle de collecte des impôts qui taxe les grandes sources de capital et de richesse, sur la base des critères de progressivité fiscale, et qui met fin aux paradis fiscaux à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE.** Une taxe sur les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et sur NATU (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber) est nécessaire.

La crise fournit des raisons suffisantes pour remettre en question notre modèle socio-économique et changer radicalement la politique. Un profond changement est nécessaire, parce que nous sommes confrontés à d'énormes défis écologiques tels que le changement climatique, qui a de graves conséquences sociales. **Pour la Gauche, le lien entre les exigences écologiques et les besoins sociaux est crucial. Il faut une transition verte de l'industrie. Cependant, nous sommes aussi dans l'obligation de protéger les travailleurs et les salariés affectés par ce processus.** Le concept de « transition juste » que promeut la Confédération Syndicale Internationale (CSI) combine la transition écologique et la protection sociale. **Une nouvelle politique industrielle intégrant des concepts d'énergie et de mobilité innovants est nécessaire.** Nous avons besoin d'un plan de reconversion environnementale et sociale de l'économie qui garantisse le plein et bon emploi et protège les droits de chacun, en commençant par l'égalité des sexes. Dans une perspective de gauche, une nouvelle politique industrielle doit inclure la participation directe des travailleurs et, de ce fait, aller de pair avec la démocratie économique.

## PERSONNE NE DOIT ÊTRE LAISSÉ POUR COMPTE

La pandémie de Covid-19 montre que notre société a besoin d'une nouvelle transformation sociale et écologique. L'idée que le marché peut résoudre cette crise est une illusion, et la rhétorique de l'état d'urgence est utilisée comme prétexte pour démanteler les droits sociaux et démocratiques.

Nous avons besoin d'un Nouveau Pacte Vert et Social ("Social Green New Deal") qui dépasse les limites capitalistes.

Grâce à une Plateforme, le Parti de la Gauche Européenne propose un modèle alternatif pour cette Europe : non seulement nous devons repenser le rôle des institutions européennes et mondiales, mais nous sommes également appelés à travailler très activement pour protéger les personnes.

Parti de la Gauche Européenne (PGE)

Square de Meeûs, 25

1000 Bruxelles

info@european-left.org

T. +32 (0)2 50 22 606/616

F. +32 (0)2 50 20 173

<http://www.european-left.org/>

*Avec le support financier du Parlement Européen*